

78

PLANNING PAPER

BUREAU FÉDÉRAL DU PLAN

Effets macroéconomiques
de diverses modalités
d'accroissement des recettes
et de réduction des dépenses
des administrations publiques

F. BOSSIER, M. ENGLERT, C. STREEL

SEPTEMBRE 96

Effets macroéconomiques de
diverses modalités
d'accroissement des recettes
et de réduction des dépenses
des administrations publiques

F. BOSSIER, M. ENGLERT, C. STREEL

SEPTEMBRE 96

FEDERAAL PLANBUREAU

Als instelling van openbaar nut onder het gezag van de Eerste Minister en de Minister van Economische Zaken, heeft het Federaal Planbureau een statuut waardoor het, binnen de overheid, over de nodige autonomie beschikt om zijn opdrachten naar behoren uit te voeren.

Het Federaal Planbureau wordt ermee belast de sociaal-economische evolutie en de factoren die deze evolutie bepalen, te analyseren en te voorzien en de gevolgen van de keuzes inzake economisch en sociaal beleid in te schatten ten einde de rationaliteit, de doeltreffendheid en de transparantie ervan te verbeteren.

Het Federaal Planbureau voert eveneens structurele analyses uit op middellange en lange termijn en voornamelijk op economisch en sociaal vlak en op het vlak van het leefmilieu.

LE BUREAU FÉDÉRAL DU PLAN

Organisme d'intérêt public placé sous l'autorité du Premier Ministre et du Ministre des Affaires économiques, le Bureau fédéral du Plan est doté d'un statut qui lui confère, au sein des pouvoirs publics, le degré d'autonomie nécessaire pour le bon exercice de sa mission.

Le Bureau fédéral du Plan est chargé d'analyser et de prévoir l'évolution socio-économique, les facteurs qui déterminent cette évolution et d'évaluer les conséquences des choix de politique économique et sociale en vue d'en améliorer la rationalité, l'efficacité et la transparence.

Le Bureau fédéral du Plan procède également à des analyses structurelles à moyen et à long terme, principalement dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux.

URL

<http://www.plan.be>

URL

<http://www.plan.be>

PUBLICATIES

Terugkerende publicaties :

De economische vooruitzichten
De economische begroting

Notulen van het colloquium : "De Buurtdiensten"

Sociaal-economische benadering

Planning Papers (de laatste nummers)

Het doel van de "Planning Papers" is de analyse- en de onderzoekswerkzaamheden van het Federaal Planbureau te verspreiden.

PUBLICATIONS

Publications récurrentes :

Les perspectives économiques
Le budget économique

Actes du colloque : "Les services de proximité"

Approche sociaux économiques

Planning Papers (les derniers numéros)

L'objet des "Planning Papers" est de diffuser des travaux d'analyse et de recherche du Bureau fédéral du Plan.

74. *La problématique de la consommation privée dans l'économie belge* - F. Bossier, I. Bracke, M. Englert, M. Lambrecht, C. Streel, M. Vandevelde, F. Vanhorebeek, P. Wunsch - décembre 1995

75. *Variantes de réductions des cotisations sociales employeurs et de modalités de financement alternatives* - F. Bossier, Th. Bréchet, M. Englert, L. Masure, M. Saintrain, C. Streel, F. Vanhorebeek - décembre 1995

76. *Politiques et mesures destinées modifier les tendances des émissions anthropiques de gaz à effet de serre en Belgique* - F. Bossier, Th. Bréchet, N. Gouzée, S. Mertens, P. Vandestein, S. Willems - février 1996

77. *Réflexions sur un dispositif de développement des services de proximité*
Michel Saintrain, Catherine Streel - Février 1996

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Imprimé par les soins du Ministère des Affaires économiques.

TABLE DES MATIÈRES

1	Introduction	1
2	Variantes simulées	3
	1. Investissements des administrations publiques	4
	2. Transferts de Sécurité sociale non imposés	4
	3. Transferts de Sécurité sociale imposés	4
	4. Emploi public	5
	5. Salaires du personnel de l'Etat	5
	6. Achats de biens et services des administrations publiques	5
	7. Subventions aux entreprises privées et publiques	5
	8. Impôt des Sociétés	6
	9. Impôt des Personnes Physiques	6
	10. Taxe sur la valeur ajoutée	7
	11. Accises sur les carburants	7
	12. Précompte mobilier	7
	13. Cotisations personnelles de Sécurité sociale	8
	14. Cotisations patronales de Sécurité sociale	8
	15. Cotisation sociale généralisée	8
3	Résultats des simulations	9
	1. Réduction des investissements des administrations publiques	10
	2. Réduction des transferts de Sécurité sociale non imposés (allocations familiales)	12
	3. Réduction des transferts de Sécurité sociale imposés (pensions)	14
	4. Réduction de l'emploi public	16
	5. Réduction des salaires du personnel des administrations publiques	18
	6. Réduction des achats de biens et services des administrations publiques	20
	7. Réduction des subventions aux entreprises privées ou publiques	22
	8. Augmentation de l'impôt des sociétés	24
	9. Augmentation de l'impôt des personnes physiques	26
	10. Augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée	28
	11. Augmentation des accises sur les carburants	30
	12. Hausse du précompte mobilier	32
	13. Augmentation des cotisations personnelles de Sécurité sociale	34
	14. Augmentation des cotisations patronales de Sécurité sociale	36
	15. Introduction d'une Cotisation Sociale Généralisée	38
4	Synthèse des résultats	41
	1. Variantes techniques de réduction de dépenses des administrations publiques: synthèse des résultats	42
	2. Variantes techniques d'augmentation de recettes des administrations publiques: synthèse des résultats	44

Deze publicatie is ook beschikbaar in het Nederlands..

1

Introduction

Dans le cadre du débat sur la réduction du déficit public en Belgique, plusieurs variantes techniques de diminution des dépenses primaires ou d'augmentation des recettes des administrations publiques ont été simulées. L'objectif de ces exercices, parfois peu réalistes du point de vue de leur praticabilité socio-politique, est de réaliser une comparaison des effets induits.

Toutes les variantes sont calibrées de manière à introduire, *ex ante*, une réduction des dépenses ou un accroissement de recettes qui soient identiques tout au long de la période de simulation. Concrètement, les chocs injectés dans le modèle représentent un pourcentage déterminé du P.I.B. de la simulation de base pendant toute la période de simulation.

Les différentes variantes ont été réalisées à l'aide du modèle macro-sectoriel HERMES, dans sa version de janvier 1996. La projection de référence est celle d'avril 1996. L'objectif de cet exercice n'étant pas de livrer des résultats en niveaux absolus, mais de mesurer l'impact spécifique de diverses mesures, ce sont les résultats en différence qui ont été calculés¹.

Les résultats, tant macroéconomiques qu'en ce qui concerne les finances publiques, sont présentés pour chaque variante en deux tableaux reprenant un certain nombre d'indicateurs synthétiques. Les commentaires seront limités à quelques observations générales et à l'une ou l'autre remarque pour chacune des variantes.

Nonobstant le caractère parfois "irréaliste" de certaines variantes (par exemple, la variante visant à diminuer les investissements publics de 25 % dès la première année de la simulation), l'exercice, purement technique, reste intéressant car il montre que les différentes mesures testées (d'un montant identique *ex ante*) sont loin d'avoir des effets identiques sur les évolutions macroéconomiques et les finances publiques.

On notera encore que les différentes mesures de réduction des dépenses ou d'augmentation des recettes sont d'ordre général. D'une part, le paramètre modifié de la législation fiscale ou parafiscale n'est pas précisé. D'autre part, on suppose que les mesures sont généralisées, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas concentrées sur une sous-catégorie particulière du type de dépenses ou de recettes considéré, un tel ciblage pouvant modifier fortement les effets induits mis en évidence dans les exercices qui suivent.

1. Les résultats proprement dits de la projection de référence peuvent être trouvés dans le document suivant: *Les perspectives 1996-2000 d'avril 1996*, Bureau Fédéral du Plan, avril 1996

2

Variantes simulées

Les variantes qui ont été simulées sont au nombre de quinze, à savoir sept variantes de réduction des dépenses et huit variantes d'accroissement des recettes.

Sept variantes de réduction des dépenses.

Diminution:

- des investissements des administrations publiques;
- des transferts de Sécurité sociale non soumis à l'I.P.P. (allocations familiales);
- des transferts de Sécurité sociale soumis à l'I.P.P. (pensions);
- de la masse salariale publique *via* l'emploi (consommation publique);
- de la masse salariale publique *via* les salaires (consommation publique);
- des achats de biens et services des administrations publiques (consommation publique);
- des subventions aux entreprises.

Huit variantes d'augmentation des recettes.

Hausse:

- de l'impôt des sociétés;
- de l'impôt des personnes physiques;
- de la T.V.A.;
- des accises sur les carburants;
- du précompte mobilier;
- des cotisations personnelles de Sécurité sociale;
- des cotisations patronales de Sécurité sociale;
- introduction d'une C.S.G.

Tant les accroissements de recettes que les réductions de dépenses sont calibrés de manière à atteindre 30 milliards de francs *ex ante* la première année d'introduction de la mesure, soit exactement 0,36 % du P.I.B. Cette modification exogène est maintenue constante, *en pour-cent du P.I.B.*, les années suivantes; elle atteint donc respectivement : 31,4 milliards en t+1, 33 milliards en t+2, 34,7 milliards en t+3 et 36,4 milliards en t+4, dernière année pour laquelle les calculs sont effectués.

1. INVESTISSEMENTS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les investissements des entreprises publiques ne sont pas pris en compte. Seuls sont considérés les investissements des administrations publiques. Rappelons que ces derniers atteignent 105 milliards de francs en 1995, soit l'équivalent de 1,3 % du P.I.B. La croissance est ralentie de manière directe (diminution exogène de l'une des composantes du P.I.B.) et de manière indirecte (affaiblissement de la demande adressée aux secteurs et donc de l'activité). Le secteur le plus affecté par une mesure de ce type est le secteur de la construction et du génie civil.

La diminution des dépenses en capital des administrations publiques (investissements) est en partie annulée par la réduction des recettes courantes due au ralentissement de l'activité économique (moins de recettes fiscales) et des créations d'emplois (moins de cotisations de Sécurité sociale et de recettes directes, plus de chômage). La baisse du déficit public tend toutefois à s'accroître au fil du temps (elle passe, *ex post*, de 0,17 % du P.I.B. en t à 0,24 % en $t+4$), grâce à la décreue progressivement plus forte de la charge d'intérêt.

2. TRANSFERTS DE SÉCURITÉ SOCIALE NON IMPOSÉS

Le choix de la catégorie d'allocation non soumise à l'I.P.P. touchée par la mesure a été guidé par des considérations de pure commodité technique. En effet, ce choix est sans influence notable sur la dynamique macroéconomique du modèle. Pour des raisons de facilité susmentionnées, on a fait l'hypothèse - peu vraisemblable - d'une diminution des allocations familiales de près d'un tiers de leur montant global.

Les allocations familiales étant non taxées, cette diminution du revenu des ménages ne génère pas directement de diminution des recettes fiscales pour l'Etat. Par ailleurs, le ralentissement de l'inflation limite, en termes nominaux, l'augmentation des autres dépenses liée au ralentissement de la croissance. Dès lors, et grâce à la baisse des intérêts à payer sur la dette publique, on observe en t , une réduction du déficit public presque équivalente à la mesure injectée. A moyen terme, une certaine baisse des recettes, liée au ralentissement de la croissance, ramène la réduction du déficit public à l'équivalent de 0,24 % du P.I.B.

3. TRANSFERTS DE SÉCURITÉ SOCIALE IMPOSÉS

A la différence de la variante précédente, on considère ici une réduction de dépenses relative à des transferts sociaux intervenant dans le calcul de l'I.P.P., en l'occurrence les pensions. Dans ce cas, la diminution de dépenses génère directement un affaiblissement des recettes de taxes directes¹ et la mesure se révèle forcément moins intéressante pour les finances publiques que la baisse de transferts sociaux non imposés. Par contre, les effets négatifs sur l'emploi, sur le revenu disponible des ménages et, partant, sur la consommation privée et le P.I.B., sont moindres.

1. Notons que le modèle macro-sectoriel Hermès tend à surestimer quelque peu l'impact direct d'une baisse, proportionnellement identique pour tous, des pensions sur les recettes de l'I.P.P., compte tenu de l'élasticité - estimée pour l'ensemble de l'économie - de l'impôt à son assiette. Si seules les pensions les plus élevées étaient visées par la mesure, la surestimation des recettes de l'I.P.P. est moins certaine.

4. EMPLOI PUBLIC

Cette variante postule la suppression de 23 800 emplois publics (nombre passant progressivement à 25 300 après quatre ans). *Ex ante*, les effets sur la masse salariale en 1996 sont donc importants. Cette variante est coûteuse en matière de croissance (diminution de la consommation publique et de la consommation privée)² et rapporte peu du point de vue des finances publiques (gonflement des prestations de chômage et réduction des recettes fiscales³ et parafiscales). A noter qu'une telle mesure est implicitement réalisée sans licenciement de personnel définitif non admissible au chômage.

5. SALAIRES DU PERSONNEL DE L'ETAT

C'est par une réduction de l'indice de programmation sociale qu'on a fait diminuer les salaires de l'Etat de manière à obtenir la réduction de la consommation publique désirée. Concrètement, une réduction de 4 % en t est appliquée à l'indice de programmation sociale du modèle (et cette réduction est légèrement accrue les années suivantes). Il s'agit bien entendu d'une variante tout aussi théorique, par son ampleur, que la précédente.

Les résultats sont, quant à eux, en partie influencés par des conventions de la comptabilité nationale: la croissance des salaires de la Fonction publique est imputée pour moitié à la croissance du prix de la consommation publique et pour moitié à la croissance du volume de la consommation publique (c'est-à-dire à des gains de productivité). Il semble toutefois qu'une même réduction de la masse salariale de l'Etat pèse moins sur la croissance et soit plus bénéfique aux finances publiques, si elle est obtenue par les salaires plutôt que par l'emploi. En effet, si une réduction des salaires publics a pour contrepartie une perte de recettes fiscales, une réduction de l'emploi public implique non seulement une diminution des recettes fiscales mais encore un surcroît d'allocations de chômage.

6. ACHATS DE BIENS ET SERVICES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Cette variante, comme les variantes d'investissements publics ou de masse salariale de l'Etat, a un impact direct sur la croissance. En effet, la consommation publique intervient directement dans la détermination du P.I.B. Une diminution des achats de biens et services par les administrations publiques, c'est-à-dire de la demande adressée aux différentes branches d'activité, a aussi un effet négatif sur l'activité économique.

7. SUBVENTIONS AUX ENTREPRISES PRIVÉES ET PUBLIQUES

Les subventions aux entreprises (dans le système des comptes nationaux SEC) comprennent les subsides courants aux entreprises privées et les subventions d'exploitation aux entreprises publiques. En outre, elles comprennent les subventions en provenance de l'Union européenne. Elles sont traitées comme des impôts à la production négatifs.⁴ La répartition sectorielle de la réduction des subventions est proportionnelle aux poids respectifs des secteurs d'activité dans le total

2. Il faut toutefois noter que le P.I.B. marchand est nettement moins affecté par la mesure que le P.I.B. incorporant le secteur non marchand (-0,19% contre -0,51% en t).

3. Notons que le modèle macro-sectoriel Hermès tend à surestimer quelque peu l'impact direct d'une baisse de l'emploi public sur les recettes d'I.P.P., compte tenu de l'élasticité estimée de l'impôt à son assiette (élasticité calculée pour l'ensemble de l'économie).

des subventions. Une telle répartition est utilisée par facilité: pratiquement, les subsides en provenance de l'Union européenne ne sont pas affectés aux secteurs d'activité de la même manière que les subsides ou subventions en provenance de l'Etat belge.

Cette mesure a une répercussion directe sur les prix. La compétitivité des entreprises belges est atteinte et les exportations, par conséquent, diminuent. A moyen terme, cette variante est peu intéressante pour les finances publiques. En effet, outre une baisse des recettes fiscales et un gonflement des autres dépenses primaires, on note une hausse des charges d'intérêt, due à l'augmentation des taux d'intérêt nominaux (dans le modèle, le niveau des taux d'intérêt est influencé par le taux d'inflation).

8. IMPÔT DES SOCIÉTÉS

L'impôt des sociétés est relevé *ex ante* d'environ 11%. Spontanément, les grandeurs macroéconomiques du modèle sont relativement peu affectées par une augmentation des prélèvements sur les bénéfices des sociétés. La consommation est diminuée suite à la baisse des revenus de dividendes pour les ménages. Les entreprises diminuent leurs investissements en raison d'une hausse du coût d'usage du capital et de la baisse des débouchés intérieurs. Cette réduction de la demande intérieure se répercute sur les importations. L'activité et l'emploi n'en sont donc que légèrement affectés. Au total, en matière de finances publiques, le rendement de la mesure *ex post* semble intéressant (déficit public en % du P.I.B. réduit de 0,38% après 5 ans), les effets induits négatifs du léger ralentissement de la croissance étant compensés par la baisse des charges d'intérêts.

Il faut toutefois noter qu'il est malaisé de saisir économétriquement la manière dont une augmentation du taux d'imposition des sociétés peut se répercuter sur les grandeurs macroéconomiques, tant l'hétérogénéité des entreprises face à l'impôt est grande: entreprises en perte ou en surplus, modalités de déduction fonction de l'activité ou de la nature de la société, *etc.* Dans le cadre d'une hausse générale, importante et annoncée des prélèvements sur les bénéfices des sociétés, il est possible que ces dernières répercutent l'impact de cette diminution de leur profit après impôt sur leur taux de marge de manière à préserver leur rentabilité après impôt. La mesure pourrait dès lors donner lieu à une accélération de l'inflation, avec les conséquences sur l'activité qui s'en suivraient⁵. Dans le cadre de cet exercice, il convient donc de considérer avec une certaine prudence les résultats spontanés du modèle, notamment du point de vue du rendement budgétaire de la mesure *ex post*.

9. IMPÔT DES PERSONNES PHYSIQUES

Le taux implicite de l'I.P.P., hors taxation mobilière ou immobilière, est relevé de sorte que les centimes additionnels de la contribution complémentaire de crise sont *grosso modo* doublés. Les élasticités des recettes à l'assiette restent inchangées.

4. Hors les subventions en provenance de l'U.E., l'essentiel des subventions de l'Etat aux entreprises va au secteur des transports et communications (S.N.C.B., R.V.A., ...). Ces entreprises exerçant souvent un monopole, une baisse des subsides pourrait induire non pas tant une hausse des prix mais surtout une diminution de l'offre.

5. Pour plus de détails sur les implications d'une telle hypothèse, voir Bossier *et al.*, "Variantes de réduction des cotisations sociales employeurs et de modalités de financement alternatives", *Planning Paper 75*, Bureau fédéral du Plan, décembre 1995, pp 69-76.

L'augmentation des impôts directs des personnes physiques diminue le revenu disponible des ménages et donc, la consommation privée et la demande adressée aux entreprises. Il s'ensuit une réduction de l'activité et de l'emploi et par conséquent un rétrécissement des assiettes fiscales et parafiscales. Par ailleurs, une partie de l'affaiblissement de la demande finale se reporte sur les importations. Le solde extérieur courant augmente.

Cependant, à moyen terme, cette variante produit une amélioration de la capacité de financement de l'Etat supérieure à celle enregistrée dans les autres variantes testées dans le cadre de cette étude. L'impact progressif de cette amélioration sur les charges d'intérêt amplifie encore ce résultat.

10. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Une augmentation des taux de T.V.A. a des répercussions directes sur tous les prix intérieurs. *Via* le jeu de l'indexation des salaires sur l'évolution des prix, les coûts unitaires de production des entreprises s'élèvent. La compétitivité sur les marchés extérieurs s'érode, et le volume des exportations se réduit. Toutefois, grâce à la diminution simultanée des importations (la demande finale est réduite) et grâce à une certaine amélioration des termes de l'échange, le solde extérieur courant s'accroît.

La croissance et l'emploi se réduisent. Il s'ensuit un rétrécissement des assiettes fiscales et parafiscales en termes réels. La progression des recettes en termes nominaux est plus que compensée par le gonflement des allocations de chômage ainsi que par les hausses de prix qui affectent la plupart des dépenses publiques. Cette variante reste donc nettement moins intéressante, en terme de réduction du déficit, que la variante précédente.

11. ACCISES SUR LES CARBURANTS

Les principaux mécanismes par lesquels cette variante produit ses effets sont similaires à ceux qui jouent lors d'une augmentation de la T.V.A. Toutefois, l'indice santé n'étant cette fois pas directement affecté, les coûts salariaux ne suivent pas fidèlement l'inflation et la compétitivité des entreprises est peu modifiée. Les effets négatifs de cette variante sur l'activité et l'emploi sont dès lors moindres et son rendement pour les finances publiques est amélioré.

12. PRÉCOMPTE MOBILIER

Les prélèvements au titre de précompte mobilier sont augmentés d'à peu près 50%. La charge de cette hausse ne pèse en fait que sur les ménages (30 milliards *ex ante*, la première année). Le précompte mobilier est en effet déductible pour le calcul de l'impôt des sociétés. Les prélèvements directs sur les sociétés subissent néanmoins un certain décalage dans le temps.

Les effets de cette variante sont similaires à ceux que l'on observe dans la variante "Impôt des personnes physiques". Il faut toutefois noter que dans le modèle, les taux d'intérêts ne sont pas affectés par la hausse du précompte mobilier. Il pourrait en être autrement. La baisse des charges d'intérêts pourrait donc être de moindre ampleur et la réduction du déficit public s'en trouver amoindrie.

13. COTISATIONS PERSONNELLES DE SÉCURITÉ SOCIALE

Cette variante implique une réduction non négligeable des recettes de fiscalité directe. En effet, les cotisations personnelles sont déduites de l'assiette de l'impôt des personnes physiques.

Les résultats de cet exercice sont donc comparables à ceux d'une mesure de baisse des prestations sociales taxées. La croissance est ralentie en raison de la diminution de la consommation privée consécutive de l'amointrissement du revenu disponible des ménages. Il y a moins de créations d'emploi.

14. COTISATIONS PATRONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE

Cette variante - socio-politiquement irréaliste - examine l'effet d'un relèvement des cotisations sociales employeurs. Le coût salarial unitaire est directement accru par une mesure de ce type. Il en découle une hausse des prix et une baisse de la demande intérieure et extérieure, la compétitivité des entreprises étant atteinte.

En matière de finances publiques, l'accroissement des recettes de Sécurité sociale est en partie compensé par la diminution de recettes due à la baisse de l'activité et de l'emploi ainsi que par l'augmentation des dépenses indexées.

15. COTISATION SOCIALE GÉNÉRALISÉE

Cette variante propose l'introduction d'une Cotisation Sociale Généralisée, modalité de prélèvement qui s'appuie sur une assiette très large (salaires du secteur privé (37,5%) et du secteur public (12,1%), revenus des indépendants (12,4%), revenus des sociétés (11,9%), revenus mobiliers (9,3%), loyers (5,2%), allocations familiales et pensions élevées (11,5%)). Le taux de la C.S.G. est fixé de manière à produire un recette *ex ante* de 30 milliards la première année et de 36,4 milliards en t+4.

Au total, les impacts de cette variante sont assez similaires à ceux obtenus dans le cas de la variante proposant une hausse des cotisations personnelles. On note toutefois que la variante C.S.G. reste plus intéressante pour les finances publiques, en raison d'un impact négatif moindre sur les recettes fiscales directes.

3

Résultats des simulations

Chaque exercice de baisse des dépenses ou d'augmentation des recettes des administrations publiques fait l'objet de trois tableaux synthétiques: les effets de la mesure sur les résultats macroéconomiques, les effets de la mesure sur les activités sectorielles et les effets de la mesure sur les finances publiques.

1. RÉDUCTION DES INVESTISSEMENTS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Ex ante en milliards de francs : - 30 en t, -31,4 en t+1, - 33 en t+2 et - 34,7 en t+3, - 36,4 en t+4.

Investissements de l'Etat diminués de 25,2 % en volume la première année et de 20,4 % en t+4, pour tous niveaux de pouvoirs (répartition proportionnelle).

TABLEAU 1 Effets d'une baisse des investissements publics sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,35	-0,22
Consommation privée	-0,03	-0,06
Consommation publique	0	0
Investissements des administrations publiques	-25,2	-20,4
Investissements des entreprises	-0,43	-0,15
Exportations	0	0,02
Importations	-0,21	-0,21
Prix de la consommation privée	-0,02	-0,08
Emploi (différence en milliers)	-7,1	-6,7
Taux de chômage (différence de taux)	0,16	0,15
Revenu disponible réel	-0,12	-0,06
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,17	-0,03
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	0,04	0,05
Coût salarial unitaire	0,16	-0,02
Solde extérieur		
milliards	12,2	18,1
% du P.I.B.	0,17	0,20

TABEAU 2 Effets d'une baisse des investissements publics sur l'activité sectorielle
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,23	-0,03
Biens intermédiaires	-0,12	-0,04
Biens d'équipement	-0,63	-0,09
Biens de consommation	-0,05	0,02
Construction	-2,40	-2,04
Transports et communications	-0,13	-0,06
Autres services marchands	-0,28	-0,15
Total des secteurs marchands	-0,42	-0,26

TABEAU 3 Effets d'une baisse des investissements publics sur les Finances publiques
Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	15,4	17	19,5	24,7
en % du P.I.B.	0,17	0,19	0,21	0,24
En milliards:				
Recettes, dont :	-14,1	-14,8	-15,4	-17,8
Fiscalité directe	-4,5	-4,4	-4,5	-5,0
Fiscalité indirecte	-6,1	-6,4	-6,8	-7,7
Cotisations de Sécurité sociale	-3,4	-3,8	-3,9	-4,8
Dépenses primaires, dont :	-28,9	-30,4	-31,9	-35,9
Prestations de Sécurité sociale	1,3	1,1	1,2	1,1
Consommation et investissements	-31,2	-31,5	-33,1	-37,0
Intérêts de la dette publique	-0,5	-1,4	-3,0	-6,6
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	-44,8	-33,7	-32,7	-32,5

2. RÉDUCTION DES TRANSFERTS DE SÉCURITÉ SOCIALE NON IMPOSÉS (ALLOCATIONS FAMILIALES)

Ex ante en milliards de francs : - 30 en t, - 31,4 en t+1, - 33 en t+2 et - 34,7 en t+3, - 36,4 en t+4.

Diminution des allocations familiales (régime général des travailleurs salariés) de 32,5 % la première année.

TABLEAU 4 Effets d'une baisse des transferts de Sécurité sociale non imposés sur les résultats macroéconomiques

Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,15	-0,13
Consommation privée	-0,31	-0,54
Consommation publique	0	0
Investissements des administrations publiques	0	0
Investissements des entreprises	-0,26	-0,15
Exportations	0	0,02
Importations	-0,14	-0,21
Prix de la consommation privée	-0,01	-0,10
Emploi (différence en milliers)	-3,2	-4,5
Taux de chômage (différence de taux)	0,07	0,10
Revenu disponible réel	-0,54	-0,56
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,06	0
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	0,01	0,01
Coût salarial unitaire	0,06	0,09
Solde extérieur		
milliards	7,9	17,6
% du P.I.B.	0,10	0,19

TABLEAU 5 Effets d'une baisse des transferts de Sécurité sociale non imposés sur l'activité sectorielle
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,12	-0,02
Biens intermédiaires	-0,04	-0,01
Biens d'équipement	-0,31	-0,05
Biens de consommation	-0,08	-0,01
Construction	-0,27	-0,22
Transports et communications	-0,12	-0,12
Autres services marchands	-0,22	-0,24
Total des secteurs marchands	-0,16	-0,15

TABLEAU 6 Effets d'une baisse des transferts de Sécurité sociale non imposés sur les Finances publiques
Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	24,0	23,3	23,6	24,7
en % du P.I.B.	0,28	0,26	0,25	0,24
En milliards:				
Recettes, dont :	-6,8	-9,4	-11,7	-15,4
Fiscalité directe	-2,5	-3,6	-4,6	-6,0
Fiscalité indirecte	-2,9	-3,8	-4,7	-5,8
Cotisations de Sécurité sociale	-1,2	-1,8	-2,3	-3,4
Dépenses primaires, dont :	-29,4	-31,0	-32,4	-36,6
Prestations de Sécurité sociale	-29,4	-30,7	-32,2	-35,8
Consommation et investissements	0	-0,1	-0,2	-0,5
Intérêts de la dette publique	-1,3	-1,8	-2,6	-3,4
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	-13,7	-17,0	-20,7	-26,5

3. RÉDUCTION DES TRANSFERTS DE SÉCURITÉ SOCIALE IMPOSÉS (PENSIONS)

Ex ante en milliards de francs : - 30 en t, - 31,4 en t+1, - 33 en t+2 et - 34,7 en t+3, - 36,4 en t+4.

TABLEAU 7 Effets d'une baisse des transferts de Sécurité sociale imposés sur les résultats macroéconomiques

Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,10	-0,08
Consommation privée	-0,20	-0,34
Consommation publique	0	0
Investissements des administrations publiques	0	0
Investissements des entreprises	-0,17	-0,12
Exportations	0	0,01
Importations	-0,09	-0,13
Prix de la consommation privée	0	-0,06
Emploi (différence en milliers)	-2,1	-2,9
Taux de chômage (différence de taux)	0,05	0,07
Revenu disponible réel	-0,36	-0,35
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,04	0
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	0	0
Coût salarial unitaire	0,04	-0,06
Solde extérieur		
milliards	5,2	11,2
% du P.I.B.	0,07	0,12

TABLEAU 8 Effets d'une baisse des transferts de Sécurité sociale imposés sur l'activité sectorielle
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,08	-0,01
Biens intermédiaires	-0,02	0
Biens d'équipement	-0,21	-0,03
Biens de consommation	-0,05	-0,01
Construction	-0,18	-0,14
Transports et communications	-0,08	-0,08
Autres services marchands	-0,15	-0,15
Total des secteurs marchands	-0,12	-0,09

TABLEAU 9 Effets d'une baisse des transferts de Sécurité sociale imposés sur les Finances publiques
Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	16,7	15,3	15,1	15,0
en % du P.I.B.	0,20	0,17	0,16	0,15
En milliards:				
Recettes, dont :	-14,8	-17,5	-20,1	-24,6
Fiscalité directe	-11,1	-12,6	-14,2	-16,5
Fiscalité indirecte	-1,9	-2,5	-3,0	-3,7
Cotisations de Sécurité sociale	-1,5	-1,9	-2,2	-3,0
Dépenses primaires, dont :	-29,6	-31,1	-32,7	-36,6
Prestations de Sécurité sociale	-29,6	-31,0	-32,6	-36,0
Consommation et investissements	0	0	-0,1	-0,3
Intérêts de la dette publique	-1,9	-1,8	-2,4	-2,9
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	-9,1	-11,1	-13,3	-16,9

4. RÉDUCTION DE L'EMPLOI PUBLIC

Ex ante en milliards de francs : - 30 en t, - 31,4 en t+1, - 33 en t+2 et - 34,7 en t+3, - 36,4 en t+4.

Suppression de 23 800 emplois en t et 25 300 en t+4 - tous niveaux de pouvoirs (répartition proportionnelle).

TABLEAU 10 Effets d'une baisse de l'emploi public sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,51	-0,35
Consommation privée	-0,35	-0,24
Consommation publique	-2,3	-2,5
Investissements des administrations publiques	0	0
Investissements des entreprises	-0,28	0,02
Exportations	0	0,04
Importations	-0,16	-0,09
Prix de la consommation privée	0	-0,07
Emploi (différence en milliers)	-27,2	-26,3
Taux de chômage (différence de taux)	0,62	0,60
Revenu disponible réel	-0,28	-0,22
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,07	0,02
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	0	-0,10
Coût salarial unitaire	0,07	-0,20
Solde extérieur		
milliards	8,3	7,2
% du P.I.B.	0,13	0,10

TABLEAU 11 Effets d'une baisse de l'emploi public sur l'activité sectorielle
Ecart en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,15	0,05
Biens intermédiaires	-0,04	0,03
Biens d'équipement	-0,37	0,06
Biens de consommation	-0,10	0,06
Construction	-0,22	-0,04
Transports et communications	-0,14	-0,05
Autres services marchands	-0,23	-0,04
Total des secteurs marchands	-0,19	-0,01

TABLEAU 12 Effets d'une baisse de l'emploi public sur les Finances publiques
Ecart en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	4,4	5,5	5,8	6,1
en % du P.I.B.	0,04	0,05	0,05	0,05
En milliards:				
Recettes, dont :	-18,2	-18,4	-19,7	-23,2
Fiscalité directe	-10,8	-11,1	-12,0	-13,6
Fiscalité indirecte	-3,3	-2,8	-2,6	-2,8
Cotisations de Sécurité sociale	-3,8	-4,3	-4,9	-6,5
Dépenses primaires, dont :	-22,9	-24,3	-25,9	-29,4
Prestations de Sécurité sociale	5,6	5,5	5,4	5,4
Consommation et investissements	-28,4	-29,7	-31,4	-34,7
Intérêts de la dette publique	0	0,5	0,5	0,3
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	-42,8	-40,2	-41,9	-47,8

5. RÉDUCTION DES SALAIRES DU PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Ex ante en milliards de francs : - 30 en t, - 31,4 en t+1, - 33 en t+2 et - 34,7 en t+3, - 36,4 en t+4.

Indice de programmation sociale diminué de 4 % en t - tous niveaux de pouvoirs (répartition proportionnelle).

TABLEAU 13 Effets d'une baisse des salaires publics sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,21	-0,19
Consommation privée	-0,19	-0,31
Consommation publique	-0,81	-0,83
Investissements des administrations publiques	0	0
Investissements des entreprises	-0,16	-0,08
Exportations	0	0,02
Importations	-0,09	-0,12
Prix de la consommation privée	0	-0,06
Emploi (différence en milliers)	-2,0	-2,6
Taux de chômage (différence de taux)	0,04	0,06
Revenu disponible réel	-0,33	-0,32
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,04	0
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	0	0
Coût salarial unitaire	0,04	-0,06
Solde extérieur		
milliards	4,3	9,7
% du P.I.B.	0,08	0,12

TABLEAU 14 Effets d'une baisse des salaires publics sur l'activité sectorielle
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,07	-0,01
Biens intermédiaires	-0,02	0
Biens d'équipement	-0,19	-0,03
Biens de consommation	-0,05	-0,01
Construction	-0,16	-0,13
Transports et communications	-0,07	-0,07
Autres services marchands	-0,13	-0,14
Total des secteurs marchands	-0,11	-0,08

TABLEAU 15 Effets d'une baisse des salaires publics sur les Finances publiques
Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	13,1	12,0	11,7	12,6
en % du P.I.B.	0,14	0,12	0,12	0,12
En milliards:				
Recettes, dont :	-16,3	-18,6	-21,2	-25,0
Fiscalité directe	-9,7	-11,0	-12,4	-14,4
Fiscalité indirecte	-1,8	-2,3	-2,7	-3,4
Cotisations de Sécurité sociale	-4,6	-5,1	-5,8	-6,8
Dépenses primaires, dont :	-29,4	-30,6	-32,4	-34,0
Prestations de Sécurité sociale	-0,1	-0,2	-0,2	-0,5
Consommation et investissements	-29,2	-30,4	-32,1	-35,4
Intérêts de la dette publique	0	0	-0,5	-1,4
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	-37,5	-40,5	-44,1	-50,7

6. RÉDUCTION DES ACHATS DE BIENS ET SERVICES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Ex ante en milliards de francs : - 30 en t, - 31,4 en t+1, - 33 en t+2 et - 34,7 en t+3, - 36,4 en t+4.

Diminution du volume des achats de biens et services de 14,9 % en t et de 16,4 % en t+4.

TABLEAU 16 Effets d'une baisse des achats de biens et services de l'Etat sur les résultats macroéconomiques

Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,29	-0,17
Consommation privée	-0,03	-0,03
Consommation publique	-2,57	-2,79
Investissements des administrations publiques	0	0
Investissements des entreprises	-0,45	-0,10
Exportations	0	0,03
Importations	-0,20	-0,22
Prix de la consommation privée	-0,02	-0,10
Emploi (différence en milliers)	-6,2	-5,5
Taux de chômage (différence de taux)	0,14	0,12
Revenu disponible réel	-0,09	-0,03
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,14	-0,01
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	0,02	0,03
Coût salarial unitaire	0,13	-0,07
Solde extérieur		
milliards	11,8	18,0
% du P.I.B.	0,16	0,21

TABLEAU 17 Effets d'une baisse des achats de biens et services de l'Etat sur l'activité sectorielle
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,23	-0,04
Biens intermédiaires	-0,08	-0,02
Biens d'équipement	-0,71	-0,15
Biens de consommation	-0,06	0,02
Construction	-1,20	-0,90
Transports et communications	-0,32	-0,21
Autres services marchands	-0,32	-0,17
Total des secteurs marchands	-0,36	-0,20

TABLEAU 18 Effets d'une baisse des achats de biens et services de l'Etat sur les Finances publiques
Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	15,8	19,5	22,3	28,6
en % du P.I.B.	0,18	0,22	0,24	0,28
En milliards:				
Recettes, dont :	-12,9	-13,6	-14,2	-15,9
Fiscalité directe	-3,7	-3,6	-3,6	-3,7
Fiscalité indirecte	-6,2	-6,6	-7,0	-7,8
Cotisations de Sécurité sociale	-2,8	-3,3	-3,4	-4,1
Dépenses primaires, dont :	-28,6	-30,5	-32,3	-36,3
Prestations de Sécurité sociale	1,1	0,9	0,8	0,4
Consommation et investissements	-30,0	-31,5	-33,0	-36,7
Intérêts de la dette publique	0	-2,6	-4,1	-8,1
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	-27,6	-25,1	-25,1	-28,1

7. RÉDUCTION DES SUBVENTIONS AUX ENTREPRISES PRIVÉES OU PUBLIQUES

Ex ante en milliards de francs : - 30 en t, - 31,4 en t+1, - 33 en t+2 et - 34,7 en t+3, - 36,4 en t+4.

Réduction des subventions de 13,2 % en t et de 14,5 % en t+4. Répartition sectorielle suivant le poids respectif des secteurs d'activité dans le total des subventions aux entreprises.

TABLEAU 19 Effets d'une baisse des subsides sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,13	-0,22
Consommation privée	-0,12	-0,26
Consommation publique	-0,02	-0,04
Investissements des administrations publiques	0	0
Investissements des entreprises	-0,47	-1,06
Exportations	-0,03	-0,13
Importations	-0,07	-0,23
Prix de la consommation privée	0,23	0,30
Emploi (différence en milliers)	-2,8	-7,0
Taux de chômage (différence de taux)	0,06	0,16
Revenu disponible réel	-0,26	-0,21
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,06	-0,02
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	-0,04	-0,02
Coût salarial unitaire	0,25	0,29
Solde extérieur		
milliards	6,7	17,5
% du P.I.B.	0,07	0,16

TABLEAU 20 Effets d'une baisse des subsides sur l'activité sectorielle
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,19	-0,31
Biens intermédiaires	-0,06	-0,13
Biens d'équipement	-0,30	-0,43
Biens de consommation	-0,23	-0,39
Construction	-0,31	-0,58
Transports et communications	-0,08	-0,06
Autres services marchands	-0,14	-0,20
Total des secteurs marchands	-0,16	-0,26

TABLEAU 21 Effets d'une baisse des subsides sur les Finances publiques
Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	24,5	17,2	13,9	11,7
en % du P.I.B.	0,30	0,20	0,16	0,12
En milliards:				
Recettes, dont :	0,4	0,1	1,1	-1,4
Fiscalité directe	-1,8	-2,5	-2,4	-3,8
Fiscalité indirecte	0,4	0,1	0,2	0
Cotisations de Sécurité sociale	1,6	2,1	2,8	2,1
Dépenses primaires, dont :	-25,0	-20,7	-17,2	-19,1
Prestations de Sécurité sociale	2,9	6,7	9,8	10,9
Consommation et investissements	2,0	4,3	5,8	6,7
Intérêts de la dette publique	0,6	3,2	3,8	5,3
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	9,8	12,7	16,5	17,1

8. AUGMENTATION DE L'IMPÔT DES SOCIÉTÉS

Ex ante en milliards de francs : 30 en t, 31,4 en t+1, 33 en t+2, 34,7 en t+3 et 36,4 en t+4.

Hausse du produit de l'impôt des sociétés d'environ 11%.

TABLEAU 22 Effets d'une hausse de l'I.Soc. sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,03	-0,12
Consommation privée	-0,01	-0,25
Consommation publique	0	0
Investissements des administrations publiques	0	0
Investissements des entreprises	-0,17	-0,60
Exportations	0	-0,01
Importations	-0,02	-0,14
Prix de la consommation privée	0,01	-0,02
Emploi (différence en milliers)	-0,5	-3,3
Taux de chômage (différence de taux)	0,01	0,08
Revenu disponible réel	-0,20	-0,29
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,02	-0,03
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	0	-0,02
Coût salarial unitaire	0,02	-0,02
Solde extérieur		
milliards	1,5	11,4
% du P.I.B.	0,02	0,12

TABEAU 23 Effets d'une hausse de l'I.Soc. sur l'activité sectorielle
Ecart en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,04	-0,08
Biens intermédiaires	-0,01	-0,03
Biens d'équipement	-0,09	-0,19
Biens de consommation	-0,03	-0,05
Construction	-0,12	-0,39
Transports et communications	0,01	-0,02
Autres services marchands	-0,03	-0,17
Total des secteurs marchands	-0,03	-0,14

TABEAU 24 Effets d'une hausse de l'I.Soc. sur les Finances publiques
Ecart en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	29,3	31,2	32,9	38,5
en % du P.I.B.	0,35	0,36	0,36	0,38
En milliards:				
Recettes, dont :	30,3	28,5	28,1	28,5
Fiscalité directe	30,5	30,4	31,2	33,5
Fiscalité indirecte	0	-0,9	-1,6	-2,6
Cotisations de Sécurité sociale	-0,2	-0,9	-1,4	-2,4
Dépenses primaires, dont :	0,1	0,4	0,5	0,3
Prestations de Sécurité sociale	0,1	0,4	0,5	0,5
Consommation et investissements	0	0	0	-0,1
Intérêts de la dette publique	0,9	-3,0	-5,2	-10,3
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	-0,6	-5,8	-9,0	-14,2

9. AUGMENTATION DE L'IMPÔT DES PERSONNES PHYSIQUES

Ex ante en milliards de francs : 30 en t, 31,4 en t+1, 33 en t+2, 34,7 en t+3 et 36,4 en t+4.

Augmentation des recettes du pouvoir central: taux implicite de l'I.P.P. relevé de sorte que les centimes additionnels de la contribution complémentaire de crise sont *grosso modo* doublés.

TABLEAU 25 Effets d'une hausse de l'I.P.P. sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,15	-0,14
Consommation privée	-0,31	-0,57
Consommation publique	0	0
Investissements des administrations publiques	0	0
Investissements des entreprises	-0,26	-0,16
Exportations	0	0,02
Importations	-0,14	-0,22
Prix de la consommation privée	-0,01	-0,10
Emploi (différence en milliers)	-3,2	-4,8
Taux de chômage (différence de taux)	0,07	0,11
Revenu disponible réel	-0,54	-0,60
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,07	0
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	0	0
Coût salarial unitaire	0,06	-0,10
Solde extérieur		
milliards	7,9	18,6
% du P.I.B.	0,10	0,20

TABLEAU 26 Effets d'une hausse de l'I.P.P. sur l'activité sectorielle
Ecart en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,12	-0,03
Biens intermédiaires	-0,04	-0,01
Biens d'équipement	-0,31	-0,06
Biens de consommation	-0,08	-0,02
Construction	-0,27	-0,24
Transports et communications	-0,12	-0,13
Autres services marchands	-0,22	-0,26
Total des secteurs marchands	-0,18	-0,16

TABLEAU 27 Effets d'une hausse de l'I.P.P. sur les Finances publiques
Ecart en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	22,2	24,9	27,2	32,3
en % du P.I.B.	0,26	0,28	0,29	0,32
En milliards:				
Recettes, dont :	23,3	22,7	22,8	22,3
Fiscalité directe	27,4	28,6	30,3	32,4
Fiscalité indirecte	-2,9	-3,9	-4,9	-6,2
Cotisations de Sécurité sociale	-1,2	-1,9	-2,4	-3,6
Dépenses primaires, dont :	0,6	0,4	0,4	-0,3
Prestations de Sécurité sociale	0,6	0,7	0,7	0,3
Consommation et investissements	0	-0,3	-0,3	-0,6
Intérêts de la dette publique	0,5	-2,8	-4,8	-9,5
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	-13,7	-17,4	-21,7	-28,1

10. AUGMENTATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Ex ante en milliards de francs : 30 en t, 31,4 en t+1, 33 en t+2, 34,7 en t+3 et 36,4 en t+4.

Augmentation du taux normal de T.V.A. de 1,4 point partir de l'année t.

TABLEAU 28 Effets d'une hausse de la T. V. A. sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,15	-0,19
Consommation privée	-0,22	-0,38
Consommation publique	-0,04	-0,06
Investissements des administrations publiques	0	-0,12
Investissements des entreprises	-0,35	-0,38
Exportations	-0,02	-0,08
Importations	-0,11	-0,22
Prix de la consommation privée	0,44	0,60
Emploi (différence en milliers)	-4,1	-9,5
Taux de chômage (différence de taux)	0,09	0,22
Revenu disponible réel	-0,36	-0,30
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,04	0,10
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	-0,12	0
Coût salarial unitaire	0,36	0,49
Solde extérieur		
milliards	4,8	13,7
% du P.I.B.	0,04	0,12

TABEAU 29 Effets d'une hausse de la T. V. A. sur l'activité sectorielle
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,15	-0,17
Biens intermédiaires	-0,04	-0,07
Biens d'équipement	-0,32	-0,28
Biens de consommation	-0,12	-0,18
Construction	-0,27	-0,47
Transports et communications	-0,08	-0,11
Autres services marchands	-0,20	-0,22
Total des secteurs marchands	-0,18	-0,22

TABEAU 30 Effets d'une hausse de la T. V. A. sur les Finances publiques
Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	19	9,8	15,5	15,9
en % du P.I.B.	0,24	0,13	0,18	0,16
En milliards:				
Recettes, dont :	32,7	39,4	38,0	42,6
Fiscalité directe	0,4	2,2	0	0
Fiscalité indirecte	28,6	30,7	31,9	35,6
Cotisations de Sécurité sociale	3,2	6,0	5,4	6,2
Dépenses primaires, dont :	11,7	26,6	20,9	28,4
Prestations de Sécurité sociale	5,6	14,7	11,4	15,7
Consommation et investissements	5,7	11,1	8,7	11,1
Intérêts de la dette publique	2,2	3,1	1,5	-1,7
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	22,0	33,5	30,7	38,6

11. AUGMENTATION DES ACCISES SUR LES CARBURANTS

Ex ante en milliards de francs : 30 en t, 31,4 en t+1, 33 en t+2, 34,7 en t+3 et 36,4 en t+4.

Augmentation des accises de 3,1 francs en t à 3,4 francs en t+4.

TABLEAU 31 Effets d'une hausse des accises sur les résultats macroéconomiques

Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,11	-0,09
Consommation privée	-0,22	-0,34
Consommation publique	-0,02	-0,01
Investissements des administrations publiques	0	0
Investissements des entreprises	-0,32	-0,33
Exportations	-0,02	-0,06
Importations	-0,15	-0,21
Prix de la consommation privée	0,28	0,20
Emploi (différence en milliers)	-2,3	-3,3
Taux de chômage (différence de taux)	0,05	0,07
Revenu disponible réel	-0,37	-0,33
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,05	0,01
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	-0,27	-0,27
Coût salarial unitaire	0,06	-0,07
Solde extérieur		
milliards	6,8	12,1
% du P.I.B.	0,08	0,12

TABEAU 32 Effets d'une hausse des accises sur l'activité sectorielle
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,13	-0,05
Biens intermédiaires	-0,04	-0,03
Biens d'équipement	-0,36	-0,16
Biens de consommation	-0,07	0,01
Construction	-0,26	-0,19
Transports et communications	-0,12	-0,19
Autres services marchands	-0,14	-0,11
Total des secteurs marchands	-0,13	-0,10

TABEAU 33 Effets d'une hausse des accises sur les Finances publiques
Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	18,6	16,7	18,3	21,6
en % du P.I.B.	0,23	0,19	0,20	0,22
En milliards:				
Recettes, dont :	21,5	20,0	19,1	18,3
Fiscalité directe	-3,0	-4,5	-5,7	-7,3
Fiscalité indirecte	24,9	25,3	26,1	28,1
Cotisations de Sécurité sociale	-0,6	-1,0	-1,4	-2,6
Dépenses primaires, dont :	1,6	2,5	2,3	1,8
Prestations de Sécurité sociale	0,8	1,7	1,7	1,5
Consommation et investissements	0,8	0,8	0,6	0,3
Intérêts de la dette publique	1,4	0,9	-1,5	-5,3
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	5,3	3,7	1,6	-0,6

12. HAUSSE DU PRÉCOMPTE MOBILIER

Ex ante en milliards de francs : 30 en t, 31,4 en t+1, 33 en t+2, 34,7 en t+3 et 36,4 en t+4.

Hausse du produit du précompte mobilier sur intérêts d'à peu près 50%.

TABLEAU 34 Effets d'une hausse du précompte mobilier sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,15	-0,13
Consommation privée	-0,31	-0,55
Consommation publique	0	0
Investissements des administrations publiques	0	0
Investissements des entreprises	-0,28	-0,19
Exportations	0	0,02
Importations	-0,14	-0,22
Prix de la consommation privée	0	-0,10
Emploi (différence en milliers)	-3,2	-4,7
Taux de chômage (différence de taux)	0,07	0,11
Revenu disponible réel	-0,56	-0,57
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,07	0
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	0	0
Coût salarial unitaire	0,07	-0,10
Solde extérieur		
milliards	8,0	18,2
% du P.I.B.	0,11	0,20

TABLEAU 35 Effets d'une hausse du précompte mobilier sur l'activité sectorielle
Ecart en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,13	-0,03
Biens intermédiaires	-0,04	-0,01
Biens d'équipement	-0,32	-0,06
Biens de consommation	-0,08	-0,02
Construction	-0,28	-0,25
Transports et communications	-0,12	-0,12
Autres services marchands	-0,22	-0,25
Total des secteurs marchands	-0,18	-0,15

TABLEAU 36 Effets d'une hausse du précompte mobilier sur les Finances publiques
Ecart en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	25,5	27,2	28,1	32,5
en % du P.I.B.	0,30	0,31	0,30	0,32
En milliards:				
Recettes, dont :	26,8	24,3	22,9	21,6
Fiscalité directe	30,9	30,2	30,2	31,4
Fiscalité indirecte	-2,9	-3,9	-4,8	-5,9
Cotisations de Sécurité sociale	-1,2	-1,9	-2,4	-3,5
Dépenses primaires, dont :	0,6	0,6	0,4	-0,5
Prestations de Sécurité sociale	0,6	0,7	0,8	0,6
Consommation et investissements	0	-0,1	-0,1	-0,3
Intérêts de la dette publique	0,7	-3,5	-5,6	-10,4
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	-13,7	-17,4	-21,3	-27,2

13. AUGMENTATION DES COTISATIONS PERSONNELLES DE SÉCURITÉ SOCIALE

Ex ante en milliards de francs : 30 en t, 31,4 en t+1, 33 en t+2, 34,7 en t+3 et 36,4 en t+4.

TABLEAU 37 Effets d'une hausse des cotisations personnelles de Sécurité sociale sur les résultats macro-économiques

Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,10	-0,08
Consommation privée	-0,21	-0,35
Consommation publique	0	0
Investissements des administrations publiques	0	0
Investissements des entreprises	-0,18	-0,09
Exportations	0	0,01
Importations	-0,10	-0,14
Prix de la consommation privée	0	-0,07
Emploi (différence en milliers)	-2,2	-3,0
Taux de chômage (différence de taux)	0,05	0,07
Revenu disponible réel	-0,37	-0,36
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,04	0
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	0	0
Coût salarial unitaire	0,04	-0,06
Solde extérieur		
milliards	5,3	11,5
% du P.I.B.	0,07	0,12

TABLEAU 38 Effets d'une hausse des cotisations personnelles de Sécurité sociale sur l'activité sectorielle
Ecart en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,08	-0,01
Biens intermédiaires	-0,02	0
Biens d'équipement	-0,21	-0,03
Biens de consommation	-0,05	-0,01
Construction	-0,18	-0,14
Transports et communications	-0,08	-0,08
Autres services marchands	-0,15	-0,16
Total des secteurs marchands	-0,12	-0,09

TABLEAU 39 Effets d'une hausse des cotisations personnelles de Sécurité sociale sur les Finances publiques
Ecart en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	17,1	15,8	15,6	15,7
en % du P.I.B.	0,20	0,18	0,17	0,15
En milliards:				
Recettes, dont :	15,4	14,1	13,0	11,6
Fiscalité directe	-11,4	-12,9	-14,6	-16,9
Fiscalité indirecte	-2,0	-2,6	-3,1	-3,8
Cotisations de Sécurité sociale	29,2	30,2	31,5	34,1
Dépenses primaires, dont :	0,4	0,4	0,3	0
Prestations de Sécurité sociale	0,4	0,4	0,5	0,2
Consommation et investissements	0	0	-0,1	-0,3
Intérêts de la dette publique	-2,3	-2,1	-2,8	-3,8
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	-9,3	-11,4	-13,6	-17,3

14. AUGMENTATION DES COTISATIONS PATRONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE

Ex ante en milliards de francs: 30 en t, 31,4 en t+1, 33 en t+2, 34,7 en t+3 et 36,4 en t+4.

Augmentation uniforme des taux de cotisation.

TABLEAU 40 Effets d'une hausse des cotisations patronales de Sécurité sociale sur les résultats macroéconomiques

Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,14	-0,18
Consommation privée	-0,08	-0,20
Consommation publique	-0,01	-0,01
Investissements des administrations publiques	0	-0,02
Investissements des entreprises	-0,25	-0,28
Exportations	-0,05	-0,15
Importations	-0,03	-0,15
Prix de la consommation privée	0,14	0,12
Emploi (différence en milliers)	-6,3	-12,2
Taux de chômage (différence de taux)	0,14	0,28
Revenu disponible réel	-0,20	-0,19
Productivité horaire (secteur marchand)	0,05	0,19
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	-0,02	0,04
Coût salarial unitaire	0,99	0,88
Solde extérieur		
milliards	5,9	11,4
% du P.I.B.	0,07	0,11

TABLEAU 41 Effets d'une hausse des cotisations patronales de Sécurité sociale sur l'activité sectorielle
Ecart en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,18	-0,24
Biens intermédiaires	-0,06	-0,12
Biens d'équipement	-0,30	-0,35
Biens de consommation	-0,22	-0,27
Construction	-0,18	-0,26
Transports et communications	-0,10	-0,15
Autres services marchands	-0,18	-0,23
Total des secteurs marchands	-0,17	-0,22

TABLEAU 42 Effets d'une hausse des cotisations patronales de Sécurité sociale sur les Finances publiques
Ecart en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	22,4	19,2	17,2	19,5
en % du P.I.B.	0,27	0,22	0,19	0,20
En milliards:				
Recettes, dont :	27,5	26,4	28,4	26,5
Fiscalité directe	-2,9	-4,4	-4,3	-6,7
Fiscalité indirecte	0,5	0,1	0,1	-0,5
Cotisations de Sécurité sociale	29,6	30,5	32,3	33,5
Dépenses primaires, dont :	5,7	7,2	11,9	8,4
Prestations de Sécurité sociale	3,5	4,6	7,5	5,6
Consommation et investissements	2,0	2,3	4,0	2,5
Intérêts de la dette publique	-0,6	0,1	-0,7	-1,3
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	9,6	8,9	12,3	9,1

15. INTRODUCTION D'UNE COTISATION SOCIALE GÉNÉRALISÉE

Ex ante en milliards de francs : 30 en t, 31,4 en t+1, 33 en t+2, 34,7 en t+3 et 36,4 en t+4.

TABLEAU 43 Effets de l'introduction d'une C.S.G. sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
P.I.B.	-0,13	-0,13
Consommation privée	-0,27	-0,51
Consommation publique	0	0
Investissements des administrations publiques	0	0
Investissements des entreprises	-0,25	-0,21
Exportations	0	0,01
Importations	-0,12	-0,20
Prix de la consommation privée	0	-0,09
Emploi (différence en milliers)	-2,9	-4,5
Taux de chômage (différence de taux)	0,07	0,10
Revenu disponible réel	-0,50	-0,53
Productivité horaire (secteur marchand)	-0,06	0
Taux de salaire horaire réel (brut - secteur marchand)	0	0
Coût salarial unitaire	0,06	-0,08
Solde extérieur		
milliards	7,1	17,0
% du P.I.B.	0,09	0,18

TABLEAU 44 Effets de l'introduction d'une C.S.G. sur l'activité sectorielle
Ecart en % par rapport à la projection de base

	t	t+4
Valeur ajoutée au prix du marché en volume		
Industries manufacturières	-0,11	-0,03
Biens intermédiaires	-0,03	-0,01
Biens d'équipement	-0,28	-0,07
Biens de consommation	-0,07	-0,02
Construction	-0,25	-0,24
Transports et communications	-0,10	-0,11
Autres services marchands	-0,20	-0,23
Total des secteurs marchands	-0,16	-0,15

TABLEAU 45 Effets de l'introduction d'une C.S.G. sur les Finances publiques
Ecart en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de base

	t	t+1	t+2	t+4
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	25,0	24,0	24,2	25,1
en % du P.I.B.	0,30	0,27	0,26	0,25
En milliards:				
Recettes, dont :	24,3	22,8	22,0	21,5
Fiscalité directe	-2,0	-3,4	-4,4	-6,0
Fiscalité indirecte	-2,5	-3,5	-4,3	-5,4
Cotisations de Sécurité sociale	29,0	29,7	30,8	33,1
Dépenses primaires, dont :	0,6	0,6	0,6	-0,3
Prestations de Sécurité sociale	0,6	0,6	0,6	0,3
Consommation et investissements	0	0	0	-0,4
Intérêts de la dette publique	-1,3	-1,8	-2,6	-3,4
Pour mémoire: P.I.B. à prix courants	-12,0	-15,5	-19,2	-24,9

4

Synthèse des résultats

Les mesures qui jouent directement sur une des composante du P.I.B. (investissement public ou consommation publique) impliquent dès la première année un net ralentissement de l'activité, en particulier dans le cas d'une baisse de la consommation publique *via* l'emploi public et un peu moins quand il s'agit d'une baisse des salaires du personnel de l'Etat étant donné les conventions de la comptabilité nationale. De telles mesures entraînent également une légère baisse du prix de la consommation privée.

Dans le cas de mesures qui, sans pour autant affecter directement une des composantes du P.I.B., touchent au revenu disponible des ménages (prestations sociales, précompte mobilier ou autres prélèvements fiscaux et parafiscaux directs), l'inflation est également un peu modifiée à la baisse. De plus, ce type de mesure entraîne un moindre tassement du P.I.B., malgré une baisse plus forte de la consommation privée.

La comparaison des différents exercices indique que seules les mesures qui induisent directement une variation des prix *via* des taxes indirectes à la consommation (T.V.A., accises sur les carburants) ou à la production (subventions aux entreprises qui peuvent être considérées comme des impôts à la production négatifs) ou *via* une variation des coûts de production (C.S.E.) entraînent une accélération de l'inflation, moindre toutefois dans le cas des C.S.E. Ces mesures affectent par conséquent la compétitivité des entreprises à l'exportation et, par ce biais, induisent un tassement de la croissance légèrement plus marqué que dans le cas d'opérations ne touchant qu'au revenu disponible des ménages. Notons, dans ce contexte, que le choix de mesures impliquant des accroissements de taxes pour des produits non repris dans l'indice-santé permet de limiter l'impact de ces modalités sur la compétitivité et, donc, sur la croissance.

En matière d'emploi, c'est bien évidemment la mesure qui le réduit directement (emploi public) qui est la plus négative. Dans tous les autres cas, la perte d'emploi est en général proportionnelle au recul de l'activité. On note par ailleurs que la réduction d'emploi est d'autant plus importante que la mesure implique une hausse directe ou induite du coût salarial (exemples des C.S.E., de la T.V.A.).

En ce qui concerne le déficit public en % du P.I.B., on peut noter que les mesures les plus bénéfiques (*i.e.* celles pour lesquelles la réduction du déficit en % du P.I.B. *ex post* se rapproche le plus de la réduction injectée *ex ante*: 0,36 % du P.I.B.) semblent être, d'une part, une hausse de l'impôt des sociétés¹ ou une baisse des achats

1. Avec toutefois les réserves évoquées plus haut quant aux impacts macroéconomiques d'une hausse importante, généralisée et annoncée.

de biens et services par l'Etat et, d'autre part, les mesures affectant le revenu disponible des ménages sans toucher directement une des composantes du P.I.B. et à condition que l'assiette d'autres prélèvements ne soit pas directement concernée (c'est-à-dire prestations sociales non taxées, C.S.G. précompte mobilier et I.P.P.). En ce qui concerne les mesures ayant un impact direct sur les prix, leur effet sur le déficit public en % du P.I.B. est relativement appréciable à court terme mais s'amoindrit avec le temps, en raison des hausses de dépenses induites par le surcroît d'inflation. A cet égard, on note qu'une hausse des accises sur l'énergie produit des effets plus favorables pour les finances publiques qu'une hausse de T.V.A. non sélective, en raison d'une hausse plus modérée des dépenses publiques. Enfin, on soulignera qu'une baisse directe de l'emploi public constitue l'une des modalités les moins intéressantes pour les finances publiques.

1. VARIANTES TECHNIQUES DE RÉDUCTION DE DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES: SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

TABLEAU 46 Effets des différentes mesures de réduction des dépenses publiques (0,36% du P.I.B. ex ante) sur les principaux indicateurs macroéconomiques
(sauf mention contraire, différences en % par rapport à la simulation de base)

	Investissements des administrations publiques		Achats de biens & services		Emploi des administrations publiques	
	t	t+4	t	t+4	t	t+4
P.I.B.	-0,35	-0,22	-0,29	-0,17	-0,51	-0,35
Consommation privée	-0,03	-0,06	-0,03	-0,03	-0,35	-0,24
Investissements	-2,23	-1,96	-0,32	-0,09	-0,23	-0,02
Exportations	0	0,02	0	0,03	0	0,04
Importations	-0,21	-0,21	-0,20	-0,22	-0,16	-0,09
Emploi total, en milliers	-7,1	-6,7	-6,2	-5,5	-27,2	-26,3
Prix de la consommation privée	-0,02	-0,08	-0,02	-0,10	0	-0,07
Revenu disponible réel des ménages	-0,12	-0,06	-0,09	-0,03	-0,28	-0,22
Solde courant et en capital de l'ensemble des administrations publiques						
en milliards	15,4	24,7	15,8	28,6	4,4	6,1
en % du P.I.B.	0,17	0,24	0,18	0,28	0,04	0,05
Solde extérieur courant (en % du P.I.B.)	0,17	0,20	0,16	0,21	0,13	0,10

TABEAU 47 Effets des différentes mesures de réduction des dépenses publiques (0,36% du P.I.B *ex ante*) sur les principaux indicateurs macroéconomiques
(sauf mention contraire, différences en % par rapport à la simulation de base)

	Salaires publics		Transferts aux ménages : allocations familiales		Transferts aux ménages : pensions		subventions d'exploitation	
	t	t+4	t	t+4	t	t+4	t	t+4
P.I.B.	-0,21	-0,19	-0,15	-0,13	-0,10	-0,08	-0,13	-0,22
Consommation privée	-0,19	-0,31	-0,31	-0,54	-0,20	-0,34	-0,12	-0,26
Investissements	-0,15	-0,11	-0,25	-0,19	-0,17	-0,12	-0,36	-0,74
Exportations	0	-0,01	0	0,02	0	0,01	-0,03	-0,13
Importations	-0,09	-0,12	-0,14	-0,21	-0,09	-0,13	-0,07	-0,23
Emploi total, en milliers	-2,0	-2,6	-3,2	-4,5	-2,1	-2,9	-2,8	-7,0
Prix de la consommation privée	0	-0,06	-0,01	-0,10	0	-0,06	0,23	0,30
Revenu disponible réel des ménages	-0,33	-0,32	-0,54	-0,56	-0,36	-0,35	-0,26	-0,21
Solde courant et en capital de l'ensemble des administrations publiques								
en milliards	13,1	12,6	24,0	24,7	16,7	15,0	24,5	11,7
en % du P.I.B.	0,14	0,12	0,28	0,24	0,20	0,15	0,30	0,12
Solde extérieur courant (en % du P.I.B.)	0,08	0,12	0,10	0,19	0,07	0,12	0,07	0,16

2. VARIANTES TECHNIQUES D'AUGMENTATION DE RECETTES DES ADMINISTRATIONS
PUBLIQUES: SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

TABLEAU 48 Effets des différentes mesures d'accroissement des recettes publiques (0,36% du P.I.B *ex ante*) sur les principaux indicateurs macroéconomiques
(sauf mention contraire, différences en % par rapport à la simulation de base)

	I.Soc.		I.P.P.		T.V.A.		Accises	
	t	t+4	t	t+4	t	t+4	t	t+4
P.I.B.	-0,03	-0,12	-0,15	-0,14	-0,15	-0,19	-0,11	-0,09
Consommation privée	-0,01	-0,25	-0,31	-0,57	-0,22	-0,38	-0,22	-0,34
Investissements	-0,14	-0,46	-0,25	-0,20	-0,29	-0,47	-0,27	-0,21
Exportations	0	-0,01	0	0,02	-0,02	-0,08	-0,02	-0,06
Importations	-0,02	-0,14	-0,14	-0,22	-0,11	-0,22	-0,15	-0,21
Emploi total, en milliers	-0,5	-3,3	-3,2	-4,8	-4,1	-9,5	-2,3	-3,3
Prix de la consommation privée	0,01	-0,02	-0,01	-0,10	0,44	0,60	0,28	0,20
Revenu disponible réel des ménages	0,20	0,29	-0,54	-0,60	-0,36	-0,30	-0,37	-0,33
Solde courant et en capital de l'ensemble des administrations publiques								
en milliards	29,3	38,5	22,2	32,3	19,0	15,9	18,6	21,6
en % du P.I.B.	0,35	0,38	0,26	0,32	0,24	0,16	0,23	0,22
Solde extérieur courant (en % du P.I.B.)	0,02	0,12	0,10	0,20	0,04	0,12	0,08	0,12

TABEAU 49 Effets des différentes mesures d'accroissement des recettes publiques (0,36% du P.I.B *ex ante*) sur les principaux indicateurs macroéconomiques
(sauf mention contraire, différences en % par rapport à la simulation de base)

	Précompte Mobilier		Cotisations personnelles de Sécurité sociale		Cotisations patronales de Sécurité sociale		C.S.G.	
	t	t+4	t	t+4	t	t+4	t	t+4
P.I.B.	-0,15	-0,13	-0,10	-0,08	-0,14	-0,18	-0,13	-0,13
Consommation privée	-0,31	-0,55	-0,21	-0,35	-0,08	-0,20	-0,27	-0,51
Investissements	-0,27	-0,22	-0,17	-0,12	0,20	0,27	-0,24	-0,22
Exportations	0	0,02	0	0,01	-0,05	-0,15	0	0,01
Importations	-0,14	-0,22	-0,10	-0,14	-0,03	-0,15	-0,12	-0,20
Emploi total, en milliers	-3,2	-4,7	-2,2	-3,0	-6,3	-12,2	-2,9	-4,5
Prix de la consommation privée	0	-0,10	0	-0,07	0,14	0,12	0	-0,09
Revenu disponible réel des ménages	-0,56	-0,57	-0,37	-0,36	-0,20	-0,19	-0,50	-0,53
Solde courant et en capital de l'ensemble des administrations publiques								
en milliards	25,5	32,5	17,1	15,7	22,4	19,5	25,0	25,1
en % du P.I.B.	0,30	0,32	0,20	0,15	0,27	0,20	0,30	0,25
Solde extérieur courant (en % du P.I.B.)	0,11	0,20	0,07	0,12	0,07	0,11	0,09	0,18

FIGURE 1

Emploi en milliers après 5 ans

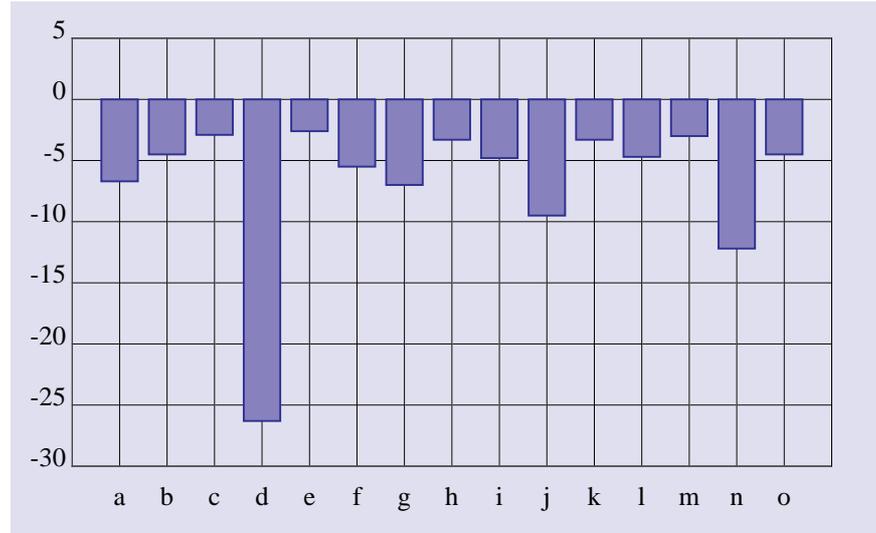
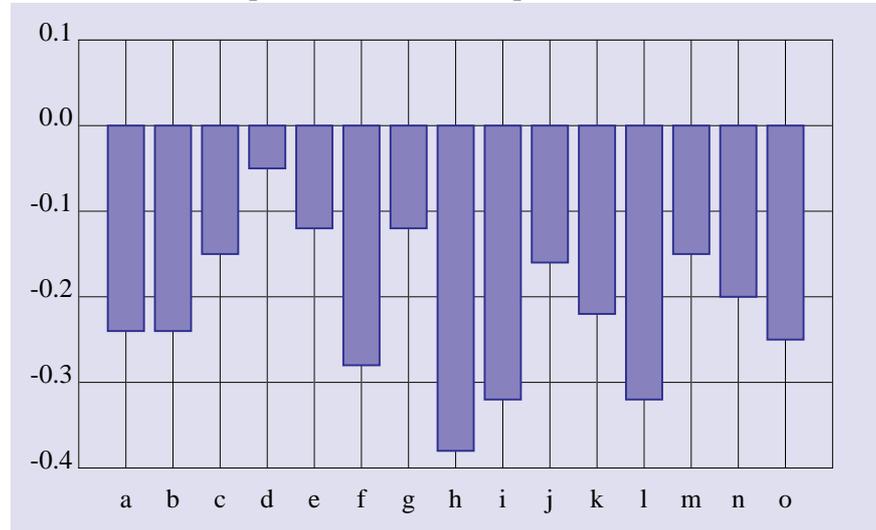


FIGURE 2

Réduction du déficit public en % du P.I.B. après 5 ans



- a : investissements
- b : transferts S.S. non imposés
- c : transferts S.S. imposés
- d : emploi public
- e : salaires du personnel de l'Etat
- f : achats publics de biens et services
- g : subventions aux entreprises
- h : I.Soc.
- i : I.P.P.
- j : T.V.A.
- k : accises sur carburants
- l : précompte mobilier
- m : cotisations personnelles S.S.
- n : C.S.E.
- o : C.S.G

Editeur responsable: Henri Bogaert, Commissaire au Plan
Avenue des Arts, 47-49
1000 Bruxelles
Tel 32-2-5077311 - Fax 32-2-5077373
URL <http://www.plan.be>
Dépôt légal: D/1996/7433/16